APRÈS LA CRISE

Extrait de la publication

ALAIN TOURAINE

APRÈS LA CRISE

ÉDITIONS DU SEUIL
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIVe*

Ce livre est publié dans la collection
« La Couleur des idées »

ISBN : 978-2-02-103101-0

© Éditions du Seuil, septembre 2010

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Pour Simonetta, à qui ce livre
a volé une partie de notre temps partagé.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Présentation

> « Il est certain que des choses vont changer à cause de la crise. Le retour au monde d'avant-crise est exclu. Mais ces changements seront-ils profonds, radicaux ? Iront-ils même dans la bonne direction ? Nous avons perdu le sentiment d'urgence, et ce qui s'est passé jusqu'à présent augure mal de l'avenir. »
>
> Joseph STIGLITZ, *Freefall*, 2010, p. 454.

Une crise économique est d'abord affaire d'économistes. Ses causes, son déroulement, ses conséquences et les efforts faits pour en sortir ou pour empêcher le pire sont autant de thèmes que les économistes ont souvent analysés, à défaut de toujours les prévoir. Sur la crise financière de 2007-2009 et ses antécédents, les économistes de langue française comme les autres ont publié nombre de livres destinés à un public de professionnels, et d'autres qui s'adressent à un public plus large. Certains d'entre eux ont trouvé un large écho dans l'opinion.

Il serait pour autant absurde de prétendre qu'il revient aux sociologues d'étudier les facteurs non économiques de la situation économique. Non seulement un tel souci a toujours été présent dans la pensée économique, aussi bien dans l'école « institutionnaliste » du début du XXe siècle et dans

l'actuelle école de la régulation que chez Joseph Schumpeter – et même déjà chez Adam Smith. Plus encore, un groupe important d'économistes de haut niveau, dont plusieurs prix Nobel, Amartya Sen le premier, puis Joseph Stiglitz et Paul Krugman, ont critiqué la vision étroite, inspirée par un quantitativisme superficiel, d'une pensée statistique et économique qui ramenait la situation de tel individu ou de telle catégorie sociale à son revenu en dollars. Ces critiques sont aujourd'hui le bien commun des sociologues et des économistes. Cessons donc d'adresser aux économistes des reproches non fondés.

Mais alors, que reste-t-il à dire au sociologue ? Procédons par ordre.

Lorsqu'une crise (et c'est le cas de celle que nous vivons) sépare l'économie du reste de la société et que celle-ci s'enferme dans ses problèmes internes, que devient la vie sociale ?

Elle n'est pas seulement mise en marge, elle est transformée par la crise, au point même de susciter des peurs et des révoltes contre les institutions. Ces réactions émotionnelles ont, à plusieurs reprises, nourri le succès d'un mouvement autoritaire populiste ou nationaliste. Nous pensons ici à l'accession d'Hitler au pouvoir en 1933, après que son mouvement a été amplifié par la crise de 1929.

Parallèlement, la crise accélère la tendance à long terme vers la séparation du système économique, y compris dans sa dimension militaire, et des acteurs sociaux qui, atteints par la crise sociale, se transforment alors en chômeurs, exclus ou épargnants ruinés, tous incapables de réagir politiquement, ce qui explique le silence actuel des victimes de la crise, ou en acteurs de moins en moins sociaux et définis plutôt en termes universels, moraux ou culturels.

Conscient de ces enjeux, le sociologue s'interroge sur la manière de surmonter la crise. Sans rejeter les solutions techniques proposées par les économistes et les politiques, il

Extrait de la publication

introduit une idée nouvelle. Le plus important, dit-il, est de reconstruire la vie sociale, de mettre fin à la domination de l'économie sur la société, ce qui exige le recours à un principe de plus en plus général et même universel, qu'on peut nommer à nouveau les Droits de l'homme (mieux nommés humains), qui doit engendrer des formes nouvelles d'organisation, d'éducation, de gouvernance, pour être capable d'entraîner une redistribution du produit national en faveur du travail, depuis longtemps sacrifié au capital, et d'exiger un respect plus réel de la dignité de tous les êtres humains.

Ces hypothèses offrent plusieurs possibilités de changement social, mais elles excluent tout retour en arrière, à la période d'avant la crise, car s'enfermer dans une telle illusion reviendrait à préparer une nouvelle crise.

Le mode d'analyse du sociologue est différent de celui des économistes, dans la mesure où le premier, comme l'historien, cherche à comprendre les acteurs, leurs choix et leurs représentations. Son objet d'étude est donc largement formé de jugements de valeur, quand bien même ceux-ci doivent être analysés objectivement, en se défiant de tout préjugé idéologique.

Le sociologue cherche à découvrir des transformations sociales et culturelles générales qui peuvent s'observer dans tous les domaines, à travers les débats politiques en premier lieu, mais aussi dans les écrits et les images qui sont apparemment étrangers aux problèmes économiques immédiats. Le roman et le théâtre, le cinéma et les vidéos, les arts plastiques, la musique et la chanson donnent ainsi des indications souvent très éclairantes à ceux qui s'interrogent sur des changements de portée générale.

Encore faut-il, assurément, que le sociologue apprenne de l'économiste la nature et le sens des événements. Mais il doit avant tout relier l'analyse de la crise à une perspective des transformations à long terme de la vie sociale. L'*idée première* défendue ici sera qu'après la société industrielle,

et même postindustrielle, se forme ce que je nomme une *situation post-sociale* (pour éviter l'expression de société post-sociale, trop obscure). Bien que cette mutation et une crise économique n'aient pas la même temporalité et n'aient pas le même type de conséquences, elles doivent être mises en relation l'une avec l'autre. Ce n'est assurément pas la crise qui engendre un nouveau type de société, mais elle contribue à détruire l'ancien type ; elle peut aussi empêcher la formation d'un nouveau type de société ou favoriser l'intervention d'acteurs autoritaires pendant une période de difficile transition.

De tels bouleversements, à la fois dans le court et le long terme, peuvent même entraîner la disparition réelle des acteurs. C'est l'impression que l'on retire de l'examen de la situation des syndicats et des partis de « gauche » en Europe, si manifestement frappés d'impuissance que les électeurs ne savent plus ce qui distingue la gauche de la droite.

Il s'est ainsi installé un silence social imprévu mais qui peut tout aussi bien annoncer la formation d'un mouvement violent porté par tous ceux qui ont souffert de la crise. Tel est le premier type d'avenir sur lequel cette crise peut déboucher.

Mais de nouveaux acteurs, qui ne peuvent plus être sociaux, et qui sont plutôt moraux, peuvent aussi apparaître. Ils opposent les droits de tous les hommes à l'action de ceux qui ne pensent qu'à accroître leurs profits. Les conflits entre acteurs sociaux, par exemple entre acteurs de « classes », sont remplacés par la contradiction entre le système économique, surtout quand il se réduit à la recherche du plus grand profit possible, et des acteurs qui en appellent aux droits humains et au respect des personnes. Ce second avenir est aussi souhaitable que le premier est inquiétant.

Depuis le début de 2010, la « méga-crise » semble avoir été peu à peu surmontée et s'être transformée, comme le dit Paul Krugman, en dépression ordinaire. Mais l'Europe est

Extrait de la publication

déjà touchée par une grave crise monétaire qui entraîne une crise de croissance. Le sociologue doit-il, dès lors, se retirer et laisser le terrain aux économistes, dans la mesure où ces derniers savent élaborer et évaluer les politiques économiques ? Cette modestie serait excessive, car plus la situation économique emprunte des chemins connus, et mieux se distinguent les problèmes qui relèvent d'un autre ordre que la prévision économique. En voici deux :

– Comment la crise affecte-t-elle l'évolution à long terme des rapports entre l'économie et la vie sociale ?

– Nos sociétés sont-elles menacées de subir une cascade de crises ou sont-elles capables de découvrir et de construire un nouveau type de vie sociale, celui que je nomme ici la *situation post-sociale* et qui est caractérisé par la séparation du système et des acteurs ?

L'un ou l'autre de ces deux avenirs sera en tout cas le nôtre.

Extrait de la publication

Première partie

Les crises en situation

Extrait de la publication

Extrait de la publication

I

Au-delà de la société industrielle

Crise économique et changement de société

Dans la « méga-crise », qui se manifeste aux États-Unis à partir de 2007 et de 2008, ce qui nous inquiète le plus est son caractère global, qui explique la destruction de toutes les institutions qui transformaient auparavant les situations économiques en éléments d'une vie sociale contrôlée par l'État. D'autres observateurs, les plus nombreux, pensent qu'il s'agit d'une crise majeure du capitalisme, non pas la première mais la plus grave depuis celle de 1929, dont nul n'a oublié les effets sociaux destructeurs. D'autres évoquent, sur un ton apocalyptique, la fin terrifiante du capitalisme, certains parlant même de la fin de l'économie de marché. Mais plus le temps passe, et plus l'analyse sereine doit se substituer aux réactions les plus spontanées et les plus catastrophistes.

Ce n'est pas la fin du monde. Le souci dominant devient l'évaluation des politiques d'intervention des États, et en particulier de l'État américain. Longtemps on s'est plu à dire que le gouvernement de Washington se voyait dicter sa conduite par New York, que l'économie des grandes entreprises fixait la marche de la politique de ce pays qui domine l'économie mondiale. Aujourd'hui, la vigueur des réactions du président des États-Unis et de quelques grands pays européens rassure, même si elle ne garantit rien pour l'avenir. Il est si facile de

Extrait de la publication

passer d'un pessimisme total à la confiance aveugle, quand bien même les États concernés n'ont jamais cessé d'être considérés comme tout-puissants, surtout depuis que la politique elle-même s'est mondialisée. Un optimisme sans fondement surgit même ici ou là. On annonce ainsi la fin de la chute ou même le début du redressement pour 2010, même si la plupart des observateurs pensent que le redressement de l'emploi ne viendra que beaucoup plus tard. D'autres analystes sont plus pessimistes et s'inquiètent de voir l'état de crise devenir permanent et entraîner les vieux pays industriels dans une chute sans fin. Mais toutes ces prévisions contribuent à enfermer l'opinion dans une vision conjoncturelle. Bien entendu, ce constat ne signifie nullement que les économistes ont tort de donner la priorité à l'étude du déroulement de la crise, car ce que l'opinion attend est le succès des interventions politiques, le redressement de l'emploi et l'endiguement d'une insécurité qui a d'abord semblé insurmontable. On comprend facilement que l'opinion publique demande, plus encore que des explications, des prévisions, et même des prophéties. Comme si les analyses plus approfondies n'avaient pas le droit de se faire entendre tant que les États, les banques et les entreprises n'auront pas démontré jusqu'à quel point ils peuvent maîtriser une situation qui, en 2008, paraissait incontrôlable.

Ces observations expliquent l'absence d'intérêt que suscitent les analyses les plus générales, qui semblent n'apporter que des raisons nouvelles de sombrer dans le pessimisme. N'est-il pas plus important de savoir si nous allons mourir ou non que de parvenir à nommer la catastrophe qui provoque l'écroulement du système économique ! Depuis les années 1970, le système appelé néolibéral semble d'ailleurs s'identifier à la société contemporaine considérée sous tous ses aspects. C'est ainsi que la catastrophe est ressentie le plus vivement non pas dans les pays les plus pauvres et les plus

Extrait de la publication

fragiles, mais au contraire dans les grands centres de l'économie mondiale que sont New York et Londres. Pourquoi donc aller chercher plus loin ?

Il nous faut pourtant bien définir ce que nous observons chaque jour si nous voulons renforcer nos chances d'intervenir de manière utile sur une économie mondiale qui nous apparaît comme menaçante.

Alors que chaque jour les statistiques, surtout américaines, sur l'état du marché intérieur et de l'emploi nous laissent dans l'incertitude ou dans la succession rapide de pronostics divers, est-il possible de s'interroger sur la nature des transformations en cours ? On le peut, mais en contribuant à un débat qui s'amorce difficilement, plutôt qu'en apportant des solutions toutes faites. Une des hypothèses possibles est que les crises financière et monétaire ne sont pas par elles-mêmes insurmontables, puisque d'autres ont déjà été surmontées, à condition que les États croient à la nécessité de leur propre intervention. Mais une autre hypothèse est qu'il ne s'agit pas seulement d'une crise, donc d'un événement conjoncturel, mais de changements qui vont au-delà des faits économiques visibles. Des événements aussi graves ne sauraient mettre en cause seulement la gestion de l'économie ; ils atteignent toute l'organisation de notre société.

Bref, nous avons un besoin urgent d'analyses générales, même si nous ne pouvons pas avancer des propositions aussi solidement élaborées que l'ont été, après plusieurs générations d'économistes, les analyses des sociétés industrielles. Mais seules de telles entreprises peuvent permettre l'élaboration de politiques capables de résoudre les problèmes présents.

Ce qui justifie ce type d'entreprise intellectuelle à haut risque est que les analyses les plus proches de la conjoncture actuelle, celles que nous lisons dans la presse et sur Internet et écoutons chaque jour à la radio ou à la télévision, ne nous proposent pas de résultats assez solides pour nous orienter.

Le triomphe de l'économie libérale mondiale a été si complet et si solide depuis les années 1970 que pour beaucoup il s'agit seulement de reconstruire l'économie, considérée sous tous ses aspects et tous ses déterminants. Mais aujourd'hui, après deux années de crise générale et d'interventions étatiques sur l'économie, nous savons qu'il est impossible de parler d'un système économique en termes seulement économiques, puisque l'intervention de l'État, qui a déjà joué un rôle central, a montré que le système économique ne domine pas l'ensemble de la société. Nous avons donc non seulement le droit mais aussi l'obligation de placer notre analyse au même niveau que la situation économique, qui est devenue plus politique qu'exclusivement financière. Et puisqu'il est d'abord question de la situation économique des États-Unis, comment ne pas admettre l'idée que la politique de ce pays en ce domaine dépend avant tout aujourd'hui du président Barack Obama ? Inversement, comment pourrions-nous entreprendre une analyse sans reconnaître le fait qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle en Europe, de pensée ou de parti politique qui nous proposent une vision convaincante ? Peut-on parler en Europe d'une politique européenne, alors que l'Union européenne s'est réduite elle-même au rôle d'un acteur mineur et que, dans les principaux pays européens, la confusion politique est à son comble ? Les messages de type idéologique sont aujourd'hui affaiblis au point souvent de disparaître, ce qui doit nous inciter à voir dans cet épuisement des interprétations de la société actuelle une des principales causes de la crise. Face à ces deux observations, à la fois complémentaires et opposées, la dépendance de la gestion économique par rapport à l'État et la faiblesse – sinon des États, du moins des systèmes politiques –, il semble raisonnable de tenter de comprendre les interactions entre économie politique, analyse sociologique et même histoire des idées.

Car ce n'est qu'au niveau le plus global, celui des relations entre les acteurs de tous types et leurs capacités d'expression,

Extrait de la publication

que nous pourrons comprendre les fondements de ce qui n'est pas seulement une succession de crises économiques, puisque ces crises économiques ont éclaté dans des situations qu'il convient de définir en termes politiques et sociologiques autant qu'économiques.

Le modèle européen de modernisation

Ces remarques nous invitent à commencer par la définition des grandes notions auxquelles recourt l'analyse des sociétés qu'on peut dire « modernisées » ou « industrialisées ».

Ce qui a imposé une forme particulière à notre histoire et à nos problèmes économiques, sociaux et politiques, est le fait que, à la différence d'autres régions du monde, l'Occident européen, puis nord-américain, a refusé de se donner pour objectif principal le maintien de l'ordre établi, la résistance aux facteurs de désagrégation et le renforcement de tous les systèmes de contrôle et d'imposition d'un mode de pensée lui-même global et soutenu par un pouvoir central. Le monde arabe comme le monde chinois étaient, au milieu de ce que nous appelons le Moyen Âge, mieux organisés, plus puissants, et même plus efficaces et plus capables d'actions créatrices qu'un monde européen divisé, affaibli par la décomposition de l'Empire romain et par la faiblesse du pouvoir réel dans des sociétés reposant sur la faiblesse des communications et le pouvoir étendu des seigneurs, qui étaient aussi des vassaux dans le système féodal. Mais le monde européen a rompu avec la recherche de la stabilité et de l'intégration pour se jeter dans une direction opposée, en travaillant à la concentration de toutes les ressources économiques, politiques, militaires et scientifiques entre les mains d'une élite créée et légitimée par sa forte domination sur la population dans tous les domaines. Cette puissance de l'élite et la dépendance

Extrait de la publication

extrême des travailleurs d'exécution ont créé une situation analogue à celle qui permet la plus grande production d'énergie : une différence de potentiel aussi forte que possible entre un « pôle chaud » et un « pôle froid », pour reprendre les termes de Claude Lévi-Strauss.

Ce type de société doit être défini à la fois par une exceptionnelle capacité de concentration des ressources, et par la création de tensions et de conflits toujours aux limites de l'insupportable. C'est bien la *polarisation* de la société qui a permis la concentration des ressources, qui elle-même n'a pu s'opérer qu'à travers des méthodes de domination et d'exploitation sociale qui se sont maintenues pendant plusieurs siècles. C'est seulement depuis peu que les dominés ont rejeté la domination qu'ils subissaient : nations renversant les monarchies absolues, salariés luttant pour obtenir des droits, colonisés se libérant du joug colonial, femmes contestant la domination masculine. Toutes ces luttes ont limité le pouvoir des puissants au risque, toutefois, d'affaiblir la capacité d'investissement, comme si s'approchait la fin d'un mode de modernisation qui avait valu aux grands pays occidentaux la domination du monde.

Le plus important ici est de reconnaître que ce type de société, ou plutôt de changement historique, se définit à la fois par des conflits internes et par des actions tournées vers l'extérieur, le plus souvent des conquêtes. La société que nous avons créée a ainsi été dominée par l'opposition des « maîtres » et des « esclaves », ce qui a entraîné, au-delà de conflits violents le plus souvent liés à des mouvements sociaux, des tentatives pour maintenir la paix entre les adversaires, sans ôter à l'économie son dynamisme. Plusieurs écoles de pensée ont tenté de dépasser l'opposition des adversaires, au nom de l'équité, de la justice, de l'équilibre. Mais l'importance de ces tentatives tient plus au fait qu'elles ont révélé la place centrale occupée depuis longtemps par les conflits plutôt que

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication